



PANAMA



D 2226 • Pn4
1-15 juin 1998

MOTS-CLEFS

Base militaire
Indépendance
Drogue
Écologie

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

QUI VA DÉCONTAMINER LES BASES MILITAIRES UTILISÉES AU PANAMA PAR LES ÉTATS-UNIS ?

La Zone du canal de Panama, toujours sous contrôle des États-Unis, doit passer sous souveraineté panaméenne le 31 décembre 1999 conformément aux accords Carter-Trujillo de 1977 (cf. DIAL D 2052). Mais déjà le maintien de la présence nord-américaine est assuré pour l'avenir puisque le gouvernement panaméen a récemment accepté que l'une de ces bases, la base Howard, héberge un Centre antidrogue multilatéral (CMA) où les États-Unis pourraient maintenir quelque 2 500 soldats (cf. DIAL D 2181). Un grave problème de contamination des

bases occupées jusqu'ici par les États-Unis se pose puisque plusieurs d'entre elles ont servi, y compris tout récemment, de centre d'essai pour des armes chimiques. La note à payer pour la décontamination est manifestement lourde et les États-Unis ne semblent pas disposés à assurer les dépenses nécessaires à une décontamination complète des bases qu'ils ont eux-mêmes polluées. Nous publions ci-dessous un article de Jesús Q. Alemañcia paru dans Servicio Informativo, ALAI, 15 avril 1998 (Équateur), auquel sont joints quelques autres extraits de presse.

UN CENTRE D'EXPÉRIMENTATION D'ARMES CHIMIQUES ET DE TECHNOLOGIE MILITAIRE

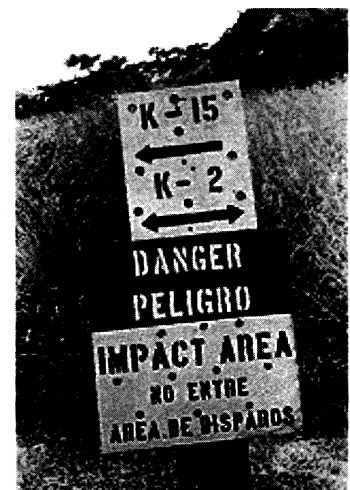
La présence militaire des États-Unis au Panama a eu de multiples aspects : d'abord lieu d'entraînement des forces armées des États-Unis et d'Amérique latine, centre d'espionnage continental, base d'appui aux opérations contre-insurrectionnelles dans l'hémisphère, enfin centre d'essais d'armes

et de technologie militaire.

Plusieurs auteurs nationaux et étrangers ont réfléchi sur l'ensemble ou chacun de ces aspects. Cependant, le sujet des essais d'armes et de technologie militaire n'apparaissait pas dans leurs analyses. C'est à partir du processus de rétrocession et de reconversion civile des zones militaires et de la déclassification des archives gouvernementales des États-Unis que ce thème est apparu.

Ces circonstances nous ont permis de connaître une partie du rôle que notre territoire, de ce point de vue, a joué. Quelques informations historiques récentes font remarquer que depuis 1923, le Commandement de défense chimique de l'armée disait que le

canal n'était pas défendable par des moyens traditionnels, si bien qu'il faudrait utiliser des moyens non conventionnels. Quels étaient ces derniers ?



El Siglo

Eh bien, c'était : "l'usage d'armes chimiques en cas de guerre". À la base de cette décision, les arguments étaient que le Panama présentait les meilleures conditions pour l'utilisation de ce type d'armes.

Fidèles à cette décision, en 1940, les forces armées des États-Unis avaient stocké au Panama les agents chimiques suivants : 84 tonnes de gaz moutarde, 10 tonnes de phosgène, 16 tonnes de phosphore blanc et 16 tonnes de mélanges fumigènes. Un autre antécédent historique sur l'usage du territoire panaméen pour des essais de produits chimiques fut l'expérience réalisée dans l'île de San José, archipel des Perlas, dans l'Océan pacifique, en 1944.

Cette expérience fut commandée par le Service des armes chimiques de l'armée, et avait les objectifs suivants :

"a) recueillir des informations techniques sur le comportement des produits chimiques mortels dans les jungles tropicales,

b) l'essai de munitions chimiques pour déterminer si des ajustements étaient nécessaires pour leur usage en terrain boisé,

c) l'essai d'armes chimiques et de techniques d'utilisation de produits chimiques mortels dans les jungles tropicales pour développer une procédure d'utilisation plus efficace, dans le cas où la politique le permettrait, et d) la traduction des informations techniques obtenues en instructions

opérationnelles pour l'utilisation d'armes et de services."

L'expérience a eu lieu en réponse à l'usage d'armes chimiques par les Japonais contre les Chinois et était destinée à établir la "sensibilité relative du gaz moutarde liquide" dans les troupes des États-Unis et celles



RETARDER LA DÉCONTAMINATION ?

L'ancien président du Panama Jorge Illueca a déclaré à IPS que les États-Unis "ont l'intention de se dérober à l'engagement" de rendre les bases militaires et les polygones de tir libres de contamination le 31 décembre 1999.

Washington a l'intention d'économiser le coût de la décontamination - 10 milliards de dollars - et d'utiliser cet argent pour un fonds créé par le ministère de la défense des États-Unis pour la rénovation de l'armement de l'armée de terre, de la marine et de la force aérienne des États-Unis, ajoute Illueca.

L'ancien dirigeant a précisé que même la proposition de créer le Centre multilatéral antidrogues (CMA)¹ dans une des bases que les États-Unis laisseront le 31 décembre 1999 "est orienté dans cette même direction".

Illueca a expliqué que dans le brouillon de l'accord pour la mise en place du CMA, élaboré par Washington et le Panama, les États-Unis ont introduit une clause pour que les polygones contaminés soient attribués à cet organisme pour entraîner les polices latino-américaines dans la lutte contre le narcotrafic.

À son avis, le "mauvais tour" des États-Unis est de retarder de plusieurs années le travail de décontamination et, si possible, "obtenir du Panama et des autres pays de la région" qu'ils se joignent au CMA pour payer le nettoyage.

IPS, 12 mai 1998

1. Cf DIAL D 2181 (NdT).

en provenance de Porto Rico. L'étude avait conclu qu'"il n'y avait pas de différences significatives entre ces deux types de troupes."

Une expérimentation sous les tropiques

Tels sont les précédents qui ont donné au Panama le profil de centre d'essais d'armes. Mais l'histoire ne se limite pas à ces épisodes. En 1950, après une étude mondiale réalisée par les forces armées des États-Unis, le Panama fut choisi pour effectuer des essais de matériel et d'équipements militaires sous les tropiques, en raison de la combinaison d'environnements tropicaux qu'offraient les installations militaires situées sur les rives du canal.

Mais ce n'est pas avant 1964 qu'un organisme a été créé formellement pour réaliser ces tâches, dans le cadre de l'entrée des États-Unis dans le conflit vietnamien. Cette année-là, le Commandement des essais et évaluations de l'armée créa le Centre d'es-

sais tropicaux (CPT) dans les zones militaires de Corozal Este/Fuerte Clayton, siège de ses bureaux et de ses laboratoires ; en outre, des terrains d'essais furent mis en place sur les côtes atlantique et pacifique du pays.

La mission du CPT s'est partagée en trois types d'essais et de procédures d'évaluation. Ce sont :

1. l'exposition de longue durée de matériels, équipements et munitions,
2. l'exposition d'équipements et de systèmes militaires dans un environnement tropical,
- et 3. l'évaluation des effets de l'environnement tropical sur les applications militaires d'équipements et de systèmes, en utilisant des soldats représentatifs pour participer aux essais.

Aujourd'hui, les responsables du CPT ont montré que les projets caractéristiques qu'ils mènent à bien - sept au total - sont en rapport avec les armes et les technologies militaires. Un exemple en a été donné en 1993 quand le CPT abrita, dans une de ses installations, le Complexe d'approvisionne-

IMPOSSIBILITÉ TECHNIQUE OU COÛT FINANCIER ?

Le commandant de la Force d'opérations combinées III de l'armée des États-Unis, Reynold Hoover, a expliqué que depuis la mi-février 1990 des militaires étasuniens "ont travaillé intensément" pour ramasser une vingtaine de tonnes de ferraille et de munitions non explosées dans les polygones.

Cependant, il a reconnu que les zones d'impact des munitions ne peuvent pas être assainies totalement car il n'existe pas de technologie appropriée pour le faire.

À son avis, il faudrait couper la dense couverture de forêt de l'endroit, ce qui "affecterait l'environnement et le fonctionnement du canal".

Dans la zone des trois polygones vivent 900 espèces de plantes, 320 d'oiseaux, 81 de mammifères et 62 de reptiles et d'amphibiens.

Le sociologue Raúl Leis, qui dirige le Centre d'études

et d'action sociales, a rejeté la façon de voir de Hoover. "Il existe bien une technologie pour nettoyer totalement les polygones, mais c'est une technique très chère et les États-Unis veulent faire ce travail au moindre coût possible", a précisé Leis.

L'expert étasunien Rick Stanber, que le département de la défense des États-Unis a chargé d'une étude sur l'impact environnemental des bases militaires sur le canal, a dénoncé en 1997 que dans le polygone de Pina, des essais d'armes chimiques et à uranium appauvri ont été effectués.

Les essais d'armes chimiques ont été interdits en 1997 par le traité du canal de Panama, signé par l'ex-président des États-Unis Jimmy Carter et le général panaméen Omar Torrijos.

Noticias Aliadas, 2 avril 1998.

ment de Rodman, 70 projectiles à uranium appauvri pour être soumis à des tests climatiques sous les tropiques.

Le Panama a la parole

Pour pouvoir continuer à réaliser ses essais, le CPT a besoin de rester au Panama après l'an 2000 ; pour atteindre cet objectif, il propose de devenir un centre académique supplémentaire dans le projet universitaire de la Cité du savoir.

Nos autorités nationales peuvent décider si notre pays restera ou non une plateforme d'essais d'armes et de technologie militaire. Cependant, n'oublions pas que le peuple panaméen a parcouru les grandes avenues de l'histoire de la patrie en demandant la souveraineté et un canal pour la paix, et qu'il a aussi la responsabilité de donner son opinion et de décider.

Il est grand temps de s'engager dans la

construction d'un pays et d'une société démocratique sans aucun type de présence militaire - ouverte ou dissimulée. Le XXIème siècle et ce qu'il représente pour les Panaméens et les Panaméennes est tout près. Le défi est lancé.

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Point contact à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18